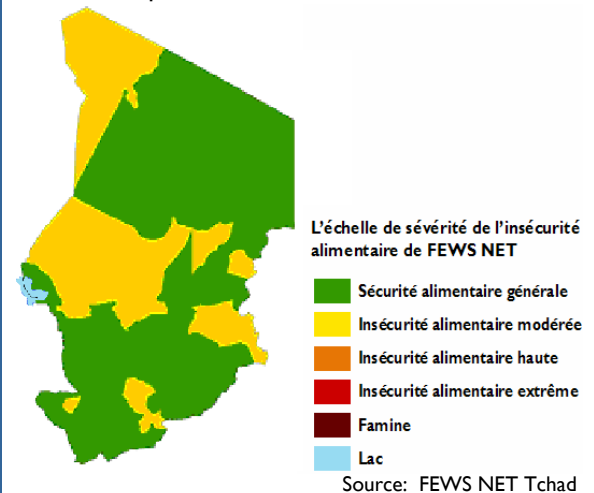


TCHAD Mise à jour de la Sécurité Alimentaire

Septembre 2008

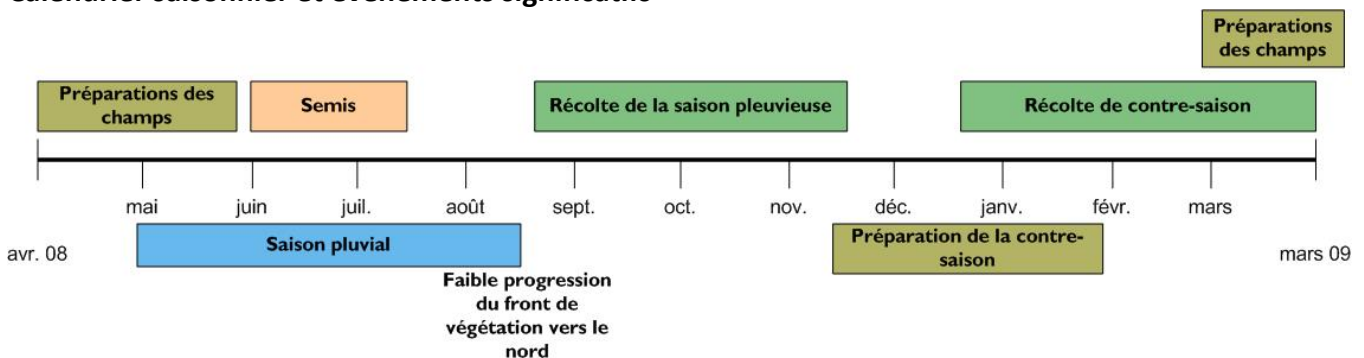
- La situation alimentaire courante se caractérise par une sécurité alimentaire générale sur une grande partie du pays, mais une insécurité alimentaire modérée localisée dans certaines zones de conflits, celles victimes des inondations, et autres structurellement déficitaires (Figure 1).
- En plus des 63 000 sinistrés des inondations au sud du pays, dont 30 000 à Sarh, 25 000 à Koumi, et 8 000 à Doba, près de 8 000 nouveaux sinistrés viennent d'être enregistrés à l'Est du Tchad. Les difficultés d'accès routiers aux zones sinistrées limitent l'assistance.
- La persistance de l'insécurité dans le Nord de la République Centrafricaine (RCA) et celle des actes de banditisme dans l'Est du Tchad suscite respectivement un afflux timide des réfugiés dans le Sud du pays et une réduction des interventions des agences humanitaires à l'Est, suite au retrait temporaire de certains sites des déplacés comme Dogdoré et Adé.

Figure 1. Estimation de la sécurité alimentaire courante, septembre 2008



- En dépit de l'approvisionnement du marché par les nouvelles récoltes des produits frais, les prix des céréales continuent leur ascension sur la majeure partie des principaux marchés céréaliers suivis par FEWS NET, excédant souvent le prix de 2004/2005, la campagne de référence connue pour la cherté de céréales dans les pays du Sahel.

Calendrier saisonnier et événements significatifs



Situation alimentaire courante

La situation alimentaire courante est calme sur la majeure partie du pays, mais certaines zones de conflits, les zones structurellement déficitaires, et celles victimes des inondations sont confrontées à une insécurité alimentaire modérée. Dans l'attente de l'estimation effective de prévision des récoltes, quelques 182 000 personnes à risques conjoncturels (inondations, ennemis de culture) de la campagne 2007/08, près de 640 000 personnes des zones de conflit, et quelques 50 000 victimes sérieusement affectées (20 345 à Sarh, 10 000 à Koumi, 8 000 à Doba, plus de 8 000 à Kerfi) par les d'inondations 2008/09 pourraient constituer des personnes à risques d'insécurité alimentaire modéré à élevée.

Les pluies enregistrées en septembre ont occasionné un bon développement végétatif des cultures mais aussi causé des inondations, ayant sinistré plus de 25 000 personnes se trouvant dans une extrême vulnérabilité alimentaire. Toutefois, la descente prématurée du FIT vers le Sud pourrait affecter le bouclage normal du cycle des cultures semées tardivement en zone sahélienne mais aussi limité la progression de la transhumance, causant une concentration du cheptel dans la partie centrale de la zone agricole du pays. Des attaques des sautereaux ont également été signalées dans le sahel tchadien avec la faiblesse des pluies dans cette zone.

Les produits alimentaires des premières récoltes commencent à alimenter le marché mais ont jusqu'ici peu d'incidence sur les prix des céréales. Les prix des céréales ont continué leur ascension sur la majeure partie des principaux marchés céréaliers suivi par FEWS NET, excédant souvent le prix de 2004/2005, la campagne de référence connue pour la cherté de céréale dans les pays du Sahel. Les ménages urbains de la basse catégorie salariale et ceux ruraux des zones structurellement déficitaires, ceux des zones de conflit, et les victimes des inondations verront leur pouvoir d'achat suffisamment érodé par cette hausse des denrées alimentaires.

L'état satisfaisant du pipeline de l'assistance alimentaire a permis de rehausser la ration à partir de septembre 2008 à la norme requise de 2100Kcal/personne/jour, après que celle-ci ait été revue à la baisse depuis avril 2008. Toutefois, l'insécurité civile entretenue par la présence des rebelles centrafricains au Nord de la RCA et les actes de banditisme dans l'Est du Tchad continue de drainer timidement des réfugiés dans le Sud du pays et réduit la fourniture des services humanitaires à l'Est, suite au retrait temporaire des intervenants sur certains sites des déplacés.

Situation alimentaire des zones victimes des inondations

Après les dégâts enregistrés à Sarh au mois d'août, les localités de Koumi et Bongor dans le Mayo Kebbi ont, à leur tour, connu des inondations en septembre suite à la remontée des eaux du Logone, conjuguée à l'érosion des berges du fleuve et la rupture des digues de protection. Les premières estimations font état de 25 000 sinistrés à Koumi, dont 10 000 nécessitent une assistance d'urgence. Au niveau de Doba, les dégâts relevés dans au moins cinq quartiers suite aux fortes précipitations de fin septembre font état de 575 cases effondrées et quelques 8 000 personnes sinistrées. Des comités de crises sont à pieds d'œuvre pour évaluer les dégâts et dégager les besoins de ces sinistrés.

Dans l'est du pays, les fortes pluies enregistrées entre le 15 et le 17 septembre, conjuguées au débordement du Barh Azoum, ont occasionné des inondations dans la zone de Kerfi. Les premières estimations font état de plus 8 000 déplacés, des centaines des cases détruites, de pertes considérables de petits ruminants et volailles, des pertes alimentaires (stocks vivriers), et plusieurs champs de cultures détruits. L'accès physique à cette zone est rendu très difficile par les écoulements des oueds et l'épandage des eaux. Les humanitaires sont en contact avec les autorités pour cerner davantage les mouvements de ces personnes sinistrées.

Les besoins immédiats pour ces sinistrés visent, entre autres, les biens de ménages (bâches, nattes, ustensiles de cuisine), la nourriture, l'eau potable, les kits d'hygiène, des médicaments antipaludeens, des kits assainissements, etc. L'impraticabilité des pistes fait que certains sites reculés ne peuvent être secourus qu'après un relatif retrait des eaux.

Situation alimentaire des zones de conflit

Globalement, la relative trêve par rapport aux attaques d'envergure entre forces gouvernementales et groupes rebelles, ou celles interethniques, ont permis le retour de quelques 19 000 déplacés internes (IDPs), particulièrement à Assoungha, et a accru les possibilités d'accès aux terres de cultures. Toutefois, l'impraticabilité des axes routiers, en particulier dans les zones de Kerfi et Koukou, et la recrudescence de l'insécurité actuelle à l'est caractérisée par les actes de banditisme répétés, ciblant de plus en plus les agences humanitaires limitent la dotation en services humanitaires, particulièrement au niveau de Adé et Dogdoré. Ces actes ont contraint trois ONGs à suspendre temporairement certaines activités dans ces zones. Ces ONGs opèrent particulièrement dans le domaine médical, nutritionnel, de sécurité alimentaire, et eau/assainissement, et servent plus de 40 000 déplacés et populations hôtes. L'accès aux services de santé, eau/assainissement, et aux centres nutritionnels thérapeutiques serait sérieusement affecté au niveau des sites des IDPs de Dogdoré et Adé, si l'actuelle situation d'insécurité perdure. La persistance de l'insécurité pourrait également perturber les

opérations de récoltes et maintenir une fois de plus les réfugiés soudanais et déplacés internes tchadiens sous une dépendance accrue de l'assistance alimentaire.

Dans le sud du pays, la précarité de la situation sécuritaire occasionnée par les attaques sporadiques des rebelles dans le nord de la RCA continue de susciter l'arrivée des nouveaux réfugiés centrafricains. Quelques 27 familles, soit 80 personnes, ont été transférées de Bekoninga à Dosseye le 18 septembre 2008. Les enfants dans ce groupe sont très affaiblis. Le nombre total de réfugiés centrafricains est de l'ordre de 57 000, dont 8 137 au camp de Dosseye.

A l'est du pays, la fin de la saison des pluies améliore la mobilité dans la zone et laisse présager, faute de pourparlers politiques, l'imminence de reprise des affrontements entre certains groupes rebelles et forces gouvernementales. En dépit du renouvellement du mandat de la MUNIRCAT au Tchad et en RCA, un éventuel déclenchement des hostilités pourrait aggraver l'actuelle situation sécuritaire fort préoccupante.

Concernant la situation nutritionnelle, elle demeure sous contrôle dans les camps de réfugiés centrafricains du Sud, mais connaîtrait une relative détérioration dans les camps de réfugiés soudanais de l'Est. D'après les récentes enquêtes nutritionnelles menées par Action Contre la Faim (ACF) en juillet/août 2008 dans les camps du sud, les taux de Malnutrition Aigue Globale (MAG) obtenus (selon les références OMS 2006) sont de 3,8 pour cent à Amboko et Gondjé, 5,4 pour cent à Moula, 6,2 pour cent à Yaroungou et 9,8 pour cent à Dosseye, pour des taux de Malnutrition Aigue Sévère (MAS) respectifs de 1,1 pour cent, 0,8 pour cent, 0,7 pour cent et 2 pour cent. Mis à part Dosseye, où le taux de MAG avoisine le 10 pour cent et MAS le 2 pour cent, la situation nutritionnelle est globalement moyenne.

Au niveau de la zone est, l'enquête nutritionnelle menée dans les 12 camps de réfugiés soudanais par le HCR en collaboration avec le PAM, l'UNICEF, et les organisations chargées de la santé/nutrition en juillet/août 2008 dégage, à travers le rapport encore provisoire, des taux de MAG supérieurs à 10 pour cent dans huit des 12 camps enquêtés. Les camps de Oure Cassoni, Gaga, Farchana et Kounoungou ont enregistré les taux les plus élevés, soient respectivement 13,8 pour cent, 13,1 pour cent, 12,9 pour cent et 12,1 pour cent. Le plus faible taux (8,6 pour cent) a été enregistré au camp de Goz Amir. En comparaison avec l'année 2006, nous assistons à une relative détérioration de la situation nutritionnelle. En 2006, mis à part les camps de Gaga et Amnabak, qui avaient enregistré des taux de MAG respectifs de 12 pour cent et 11,2 pour cent, les autres camps avaient affichés des taux de MAG en deca de 10 pour cent avec le taux le plus bas (4,7 pour cent) au camp de Kounoungou. Plusieurs facteurs semblent avoir concouru à cette détérioration; entre autres, la réduction de la ration alimentaire opérée en 2008 (avril à août 2008), les nouveaux afflux de réfugiés (Gaga, Kounoungou), la pression des IDPs sur les ressources, la relative dilution du service humanitaire intégrant les IDPs; et la réduction de volume de services humanitaires imposée par l'insécurité.

Toutefois, la situation actuelle rassurante du pipe line a permis au PAM de réajuster la ration journalière des distributions à la norme requise de 2100 Kcal à partir de ce mois de septembre jusqu'à la fin de l'année. La ration est ajustée en septembre 2008 à 2100 Kcal/ personne/jour sur l'ensemble de 12 camps de réfugiés soudanais de l'Est et les camps de réfugiés centrafricains Dosseye et Moula au Sud. Les anciens camps de réfugiés centrafricains Amboko et Gondjé au Sud reçoivent 1 200 Kcal/personne/jour. La prise en charge des réfugiés centrafricains se fait à travers un processus d'intégration progressif car les conditions agro-écologiques du sud sont plus propices qu'à l'Est. A l'arrivée, les réfugiés reçoivent 2 100 kcal; puis au fur et à mesure que leur capacité d'auto prise en charge s'améliore à travers un programme d'accompagnement, leur ration est graduellement diminuée.

Situation de la campagne agropastorale

Situation des cultures

Pendant les deux premières décades du mois de septembre, le Front Intertropical (FIT) a oscillé entre le 15^{ème} et 18^{ème} parallèles de latitude Nord, tandis que les prévisions de la troisième décade de septembre concourent vers l'amorce d'une descente du FIT, qui oscillera autour du 14^{ème} parallèle. Il se dégage des pluies nulles à très faibles dans la partie nord de la zone sahélienne, à moyenne dans la partie centrale et l'extrême est de la zone soudano sahélienne du pays (Graphique 1).

Cette descente relativement prématurée du FIT fait que des zones ayant connu un retard de démarrage dans la partie sahelienne et des faibles cumuls pluviométriques, tel que le Lac, une partie du Kanem, du Wadi Fira, et du Ouaddai, auront des difficultés pour boucler normalement leur cycle. Toutefois, les pluies relativement élevées pendant cette décennie dans la partie Sud Est limitrophe du Soudan ont permis de rehausser le niveau d'eau du Barh Azoum dont les crues ont alimenté les zones d'épandage et redonner l'espoir pour la conduite de culture céréalière de contre saison dans le Salamat. Les premières récoltes arrivent progressivement sur le marché mais encore en petites quantités. Les perspectives prometteuses de la campagne font que la plupart des commerçants commencent à se libérer de leurs anciens stocks retenus. Des baisses des prix sont prévisibles à partir du mois d'octobre 2008.

Dans la zone soudanienne, les dernières pluies enregistrées en septembre ont renforcé le développement végétatif des cultures, mais aussi rehaussé le niveau des cours, notamment le Logone, occasionnant des inondations dans le Mayo Kebbi et le Logone Oriental.

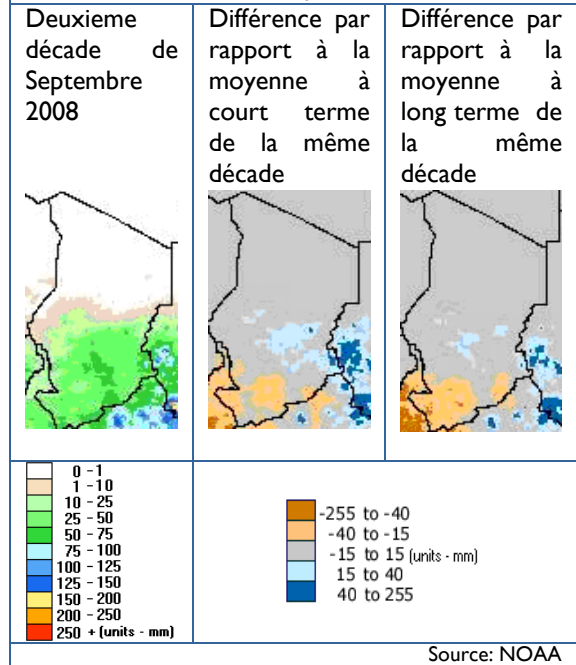
La situation phytosanitaire reste marquée par les menaces des bandes d'oiseaux granivores dans les zones d'Amdam (Ouaddai), Koundjourou (Batha), Chamir (Guera), et Moussoro (Kanem). Des sauteriaux avec dégâts assez importants sur les cultures signalés à Amzoer, Guereda, et Iriba (Wadi Fira); Moussoro (Kanem); et Adré, Molou, Tourané, Mabrom, Abéché rural, et Amdam (Ouaddai). Les agents de la Direction de Protection des Végétaux et de Conditionnement (DPVC), appuyés par les producteurs, ont entrepris le traitement des superficies les plus infestées. L'ONG SECADEV est également venu en appui aux producteurs dans la zone de Farchana (Ouaddai). Les superficies traitées tout comme les dégâts effectifs ne sont pas connus pour l'instant.

Conditions d'élevage

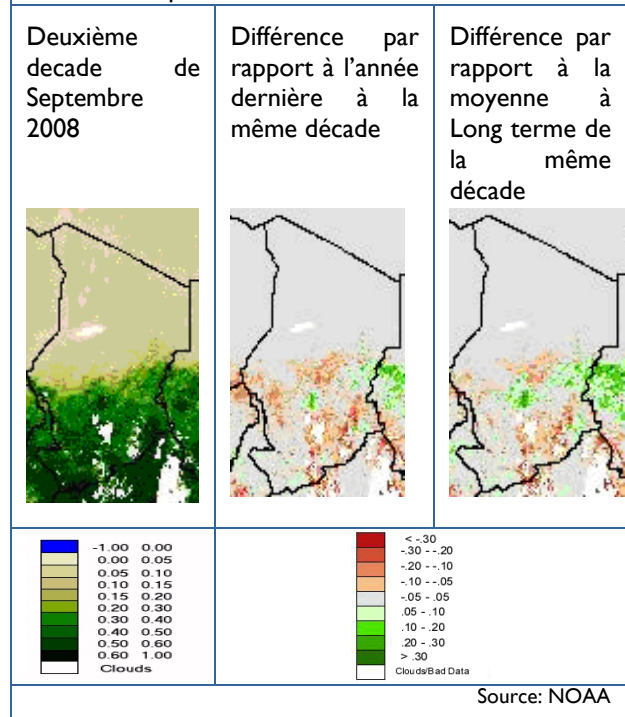
L'imagerie satellitaire de l'Indice de Végétation par Différence Normalisée (NDVI) de la deuxième décennie de septembre 2008 montre que le front de végétation s'est estompé dans la partie nord de la zone sahelienne avec le début d'assèchement de l'herbe (Graphique 2). La descente du FIT en déca du 15^{ème} parallèle, avec les prévisions de la troisième décennie de septembre, limite les possibilités des pluies dans cette partie nord sahelienne. Ceci conduit à un assèchement prématuré des cours d'eau et partant une descente précoce du bétail transhumant à la recherche de l'eau plus au Sud. Comme conséquences, le cheptel se verrait priver d'un fourrage de qualité faute d'accès à l'eau, et une augmentation probable dans la compétition pour l'accès à l'herbe autour des points d'eau dans la partie méridionale. Des risques plus élevés de conflits éleveurs/éleveurs et éleveurs/agriculteurs, du fait respectivement de l'accès au pâturage et la libération des parcelles pour exploitation des résidus des cultures, pourraient être envisagés.

La situation zoo sanitaire reste largement marquée par la peste des petits ruminants et la maladie de New Castle. Bien que fréquemment signalées par le services vétérinaires du Ministère

Graphique 1: Estimation de la pluviométrie de la deuxième décennie de Septembre 2008.



Graphique 2. Estimation de l'Indice de Végétation par Différence Normalisée (NDVI) de la deuxième décennie de Septembre 2008



de l'Elevage, les évaluations des ces maladies n'ont pas été effectuées pour en déterminer l'ampleur des dégâts.

Marchés, échanges, et accès aux produits de consommation

En septembre 2008, une hausse exceptionnelle du prix du mil penicillaire a été observée sur les marchés de N'Djamena, Sarh, et Abéché, où les prix ont dépassé pour la même période ceux de la campagne de référence 2004/05 connue pour la cherté de céréale dans les pays du Sahel (Figures 2-4). Ainsi, le prix a été respectivement de 20 pour cent, 19 pour cent, et 10 pour cent supérieur à celui de la campagne 2004/05 sur les marchés de N'Djamena, Sarh, et Abéché. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2002/03-2006/07) pour la même période, le prix de septembre 2008 a enregistré une hausse sur les quatre marchés, allant de 22 pour cent sur le marché d'Abéché à 70 pour cent à Sarh. Comparé à la même période de l'année écoulée, ce prix, qui est affiché à la hausse sur les quatre marchés, a plus que doublé à Sarh (129 pour cent) avec un accroissement le plus faible (34 pour cent) sur le marché d'Abéché. La conjonction des facteurs, tels que les inondations (Sarh), les difficultés d'approvisionnement en saison pluvieuse, les dépôts de fonds commerçants chez les intermédiaires en zone de production pour la reconstitution des stocks commerçants, pourraient justifier, en partie, cette hausse, malgré le début des récoltes et les perspectives bonnes à moyennes escomptées. Cette situation affecte particulièrement les ménages urbains au niveau de la capitale N'Djamena, constitués par une grande partie de salariés de basse catégorie, et dont la hausse soutenue de prix des denrées alimentaires, par rapport à un salaire insuffisant, a érodé suffisamment le pouvoir d'achat.

Figure 2. Prix nominaux de mil en détail à N'Djaména

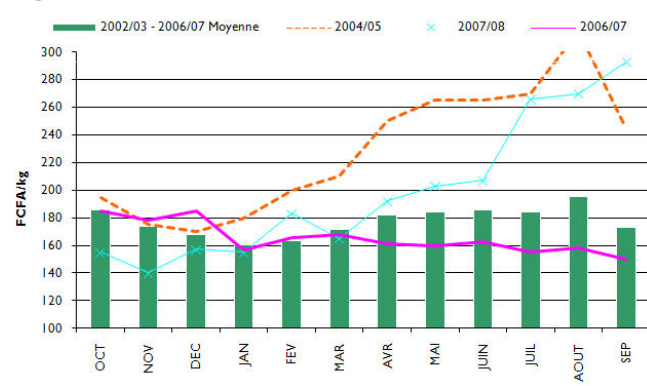


Figure 3. Prix nominaux de mil en détail à Sarh

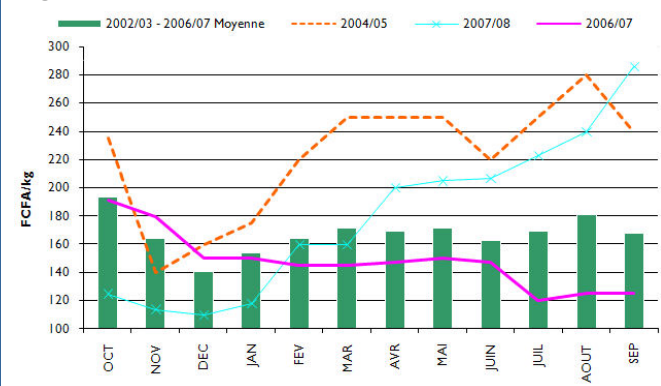


Figure 4. Prix nominaux de mil en détail à Abéché

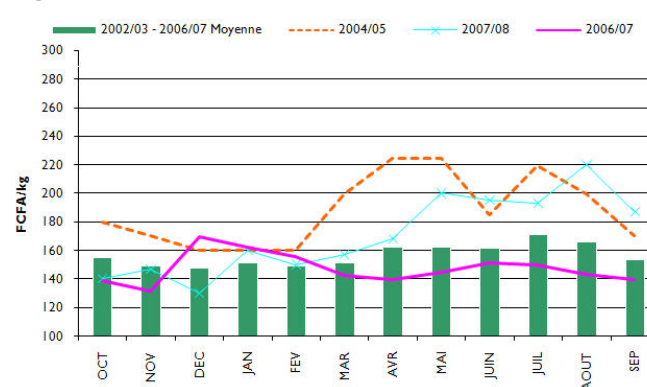
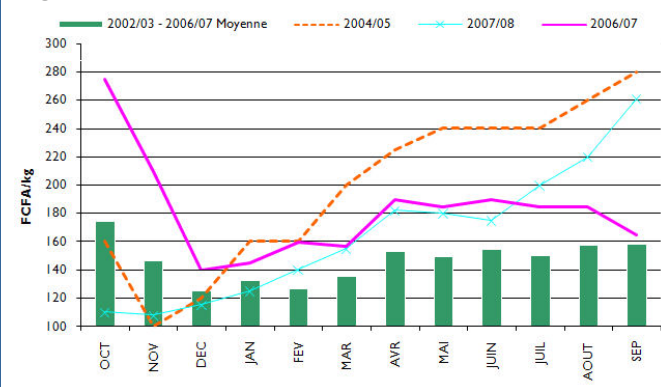


Figure 5. Prix nominaux de mil en détail à Moundou



Source: FEWS NET Tchad

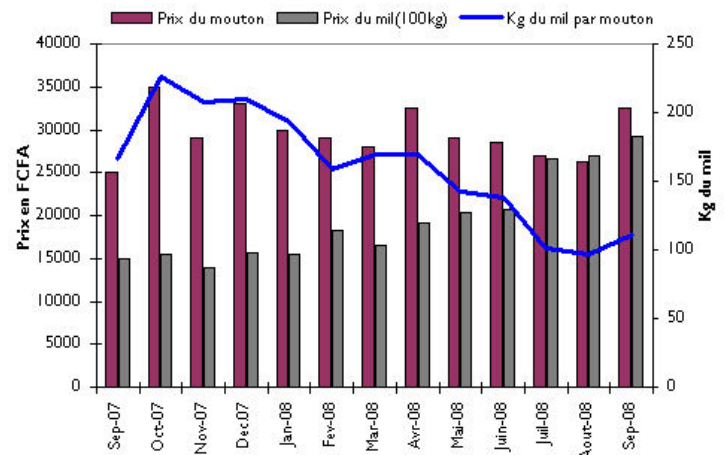
Une baisse relative de prix de cette denrée a été, par contre, constatée sur le marché de Moundou (Figure 5). Ainsi, le prix de septembre 2008 a été de -7 pour cent inférieur à celui de Moundou pour la même campagne. Comparativement aux trois autres marchés, la localité de Moundou est moins dépendante du mil penicillaire. Par ailleurs, l'ouverture récente du

tronçon N’Gaoundéré–Moudou constitue une importante source d’approvisionnement alimentaire à partir du Cameroun, qui constitue une opportunité de substitution au mil penicillaire.

Les termes de l’échange mouton/mil

Après une détérioration continue amorcée depuis avril 2008, les termes d’échange viennent d’enregistrer une relative amélioration en ce mois de septembre 2008, où l’éleveur a échangé son mouton moyen contre 111 Kg au lieu de 97 Kg le mois passé (Figure 6). Ce gain de termes d’échanges avantage particulièrement les ménages ruraux pauvres à moyens des zones d’économie alimentaire (ZEA) « élevage transhumant » et « agropastorale », dont la faible autoproduction est complétée par des achats céréaliers assurés par la vente de petits ruminants. Toutefois, comparée à l’année écoulée à la même période, l’accès aux céréales était plutôt favorable l’année dernière à l’éleveur qui avait échangé son mouton moyen à 167 Kg de mil en septembre 2007, soit un manque à gagner de 56 Kg de mil par mouton moyen vendu sur le marché de N’Djamena en septembre 2008. Le faible approvisionnement du marché de N’Djamena en mouton en saison pluvieuse, la levée en Septembre de l’interdiction sur l’exportation du bétail sur pieds de juin 2008, et la consommation relativement élevée de la viande pendant le mois de Carême sont autant des facteurs qui ont concouru à la hausse (24 pour cent) du prix de mouton en ce mois de septembre, mais la persistance de la cherté du mil a limité le gain effectif et, en particulier, son impact saisonnier.

Figure 6. Termes d’échanges mouton/mil sur le marché de N’Djaména, septembre 2007 à septembre 2008



Source: FEWS NET Tchad